MTL. - 1 - L.8016/1.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 3 juillet 1962, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'exécution de la loi du 27 juillet 1961, portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, concernant l'accès à l'emploi d'élèves-pilote à l'Administration de la Marine et de la Navigation Intérieure", a donné le 6 juillet 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 3e juli 1962 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de uitvoering van de wet van 27 juli 1961, houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika, in verband met de toelating tot de betrekking van leerling-loods bij het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart", heeft de 6e juli 1962 het volgend advies gegeven:

Le projet d'arrêté royal qui est soumis à l'avis du Conseil d'Etat, a pour objet d'exiger des candidats bénéficiaires des §§ 1er et 2 de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961, portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, lorsqu'ils sont candidats à l'emploi d'élève-pilote dans les services maritimes d'Anvers et les services maritimes de la côte, qu'ils n'aient pas dépassé l'âge limite de 45 ans.

Le projet établit donc une exception à la règle fixée à l'article 6, § 1er, alinéa 2, et § 2, alinéa 1er, de la loi du 27 juillet 1961, selon laquelle les membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique, lorsqu'ils sont candidats aux emplois réservés visés aux §§ 1er, alinéa 1er, et 2, alinéa 1er, de l'article 6 de ladite loi, sont dispensés de la condition d'âge maximal.

Pareille dérogation à ce principe est autorisée dans les cas et dans les conditions déterminés à l'article 6, § 1er, alinéa 3, de la loi du 27 juillet 1961. Cette disposition constitue donc le fondement légal du projet.

Aux termes de cet article 6, § 1er, alinéa 3, cette dérogation n'est autorisée que lorsqu'il s'agit de conférer des emplois techniques ou spéciaux.

Or, en vertu de cette même disposition, il appartient au Roi de déterminer ces emplois.

.../...

Ainsi, pour respecter la loi, le Roi ne peut fixer une limite d'âge à l'égard des membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique cités plus haut, pour l'accès à l'emploi d'élève-pilote à l'administration de la marine, qu'après avoir arrêté que cet emploi constitue un emploi technique ou un emploi spécial.

Légalement le projet d'arrêté royal doit être complété par une disposition déterminant l'emploi d'élève-pilote dans les services maritimes d'Anvers et de la côte comme un emploi technique ou un emploi spécial. Cette disposition doit logiquement venir en tête de l'arrêté, dont elle formerait l'article 1er.

Cet article pourrait être libellé comme suit :

"Article 1er.-

Les emplois d'élève-pilote visés à l'article 1er de l'arrêté du Régent du 14 mai 1945, qui est relatif au recrutement, par l'administration de la marine, du personnel pilote, constituent des emplois techniques (spéciaux) au sens de l'article 6, § 1er, alinéa 3, de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique".

Ensuite, en vertu du § 1er, alinéa 3, et du § 2, alinéa 1er, de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961, cette limite d'âge particulière, établie en raison de la qualité ou de la nature particulière de l'emploi à conférer, ne peut être appliquée qu'aux seuls membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique visés à l'article 2 de la même loi, qui sont candidats aux emplois réservés visés au § 1er, alinéa 1er, et § 2, alinéa 1er, de l'article 6 de ladite loi.

.../...

Lorsque des membres du personnel de carrière d'Afrique qui n'ont pas été admis à titre définitif, sont candidats à des emplois non réservés, c'est l'article 6, § 3, de la loi du 27 juillet 1961 qui est d'application.

Dans les autres cas, c'est-à-dire lorsque des membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique, qui ont été admis à titre définitif et qui comptent moins de quinze ans de carrière, sont candidats à des emplois non réservés, ou lorsqu'il s'agit de membres de ce personnel qui comptent plus de quinze ans de carrière, il y a lieu de se référer aux règles générales de recrutement prévues pour l'emploi à conférer : la condition d'âge maximal est celle fixée par ces règles.

Il est donc indispensable que le texte précise que la limite d'âge particulière fixée par le projet s'applique uniquement aux membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique visés à l'article 2 de la loi du 27 juillet 1961 qui sont en droit d'invoquer le bénéfice soit de l'article 6, § 1er, alinéa 1er, soit de l'article 6, § 2, alinéa 1er, de la même loi et à condition qu'ils soient candidats aux emplois réservés visés par le § 1er, alinéa 1er, et le § 2, alinéa 1er, de l'article 6 de ladite loi.

Le texte suivant, qui formerait l'article 2 du projet, est rédigé en tenant compte de ces considérations :

.../...

"Article 2.-

Pour accéder aux emplois d'élève-pilote réservés conformément au § 1er, alinéa 1er, et au § 2, alinéa 1er, de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961, les membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique visés à l'article 2 de la même loi ne peuvent avoir dépassé l'âge limite de 45 ans".

OBSERVATIONS DE FORME.

L'intitulé devrait être rédigé comme suit :

"Arrêté royal pris en exécution de la loi ... en ce qui concerne l'accès à l'emploi d'élève-pilote...".

PREAMBULE.

A l'alinéa 1er, il convient de remplacer "et principalement" par "notamment".

A l'alinéa 2, la phrase "tel que cet arrêté... subséquents" doit être remplacée par "tel qu'il a été modifié ultérieurement".

L'alinéa 3 devrait être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté du Régent du 14 mai 1945 qui est relatif au recrutement, par l'administration de la marine, du personnel pilote; ".

Eu égard au texte de l'article 1er proposé, le considérant est superflu et doit être omis.

"Article 2.-

Pour accéder aux emplois d'élève-pilote réservés conformément au § 1er, alinéa 1er, et au § 2, alinéa 1er, de l'article 6 de la loi du 27 juillet 1961, les membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique visés à l'article 2 de la même loi ne peuvent avoir dépassé l'âge limite de 45 ans".

OBSERVATIONS DE FORME.

L'intitulé devrait être rédigé comme suit :

"Arrêté royal pris en exécution de la loi ... en ce qui concerne l'accès à l'emploi d'élève-pilote...".

PREAMBULE.

A l'alinéa 1er, il convient de remplacer "et principalement" par "notamment".

A l'alinéa 2, la phrase "tel que cet arrêté... subséquents" doit être remplacée par "tel qu'il a été modifié ultérieurement".

L'alinéa 3 devrait être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté du Régent du 14 mai 1945 qui est relatif au recrutement, par l'administration de la marine, du personnel pilote; ".

Eu égard au texte de l'article 1er proposé, le considérant est superflu et doit être omis.

Het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp-koninklijk besluit eist van de kandidaten voor de betrekking van leerlingloods bij de Antwerpse zeediensten en bij de zeediensten der kust, die in aanmerking komen voor toepassing van de §§ 1 en 2 van artikel 6 van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika, dat zij de grensleeftijd van 45 jaar niet hebben overschreden.

Het bevat dus een uitzondering op de regel van artikel 6, § 1, tweede lid, en § 2, eerste lid, van de wet van 27 juli 1961, volgens welke de leden van het beroepspersoneel der kaders van Afrika, wanneer zij kandidaat zijn voor de in artikel 6, § 1, eerste lid, en § 2, eerste lid,van genoemde wet voorbehouden betrekkingen, vrijgesteld zijn van de voorwaarde betreffende de maximumleeftijd.

Een zodanige afwijking van dat beginsel is toegestaan in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald in artikel 6, § 1, derde lid,van de wet van 27 juli 1961. Aan deze bepaling ontleent het ontwerp dus zijn rechtsgrond.

Luidens genoemd artikel 6, § 1, derde lid, wordt deze afwijking alleen toegestaan "wanneer het gaat om het begeven van technische of speciale betrekkingen".

Krachtens dezelfde bepaling nu, is het zaak van de Koning die betrekkingen te bepalen.

.../...

Om met de wet in overeenstemming te blijven, kan de Koning voor de hierboven bedoelde leden van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika geen grensleeftijd vaststellen voor toelating tot de betrekking van leerling-loods bij het bestuur van het zeewezen, dan nadat hij heeft beslist dat het hier om een technische of speciale betrekking gaat.

Om aan de wet te voldoen, moet het ontwerpbesluit worden aangevuld met een bepaling, die zegt dat de betrekking van leerling-loods bij de Antwerpse zeediensten en bij de zeediensten der kust een technische of een speciale betrekking is. Deze bepaling moet logischerwijs vooraan in het besluit staan, als artikel 1.

Dat artikel kan dan worden gelezen als volgt :

"Artikel 1.-

De betrekkingen van leerling-loods, bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Regent van 14 mei 1945 dat betrekking heeft op de aanwerving van loodspersoneel door het bestuur van het zeewezen, zijn technische (speciale) betrekkingen in de zin van artikel 6, § 1, derde lid, van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika".

Krachtens § 1, derde lid, en § 2, eerste lid, van artikel 6 van de wet van 27 juli 1961, kan deze

.../...

bijzondere grensleeftijd, die is vastgesteld op grond van de hoedanigheid of de bijzondere aard van de te begeven betrekking, alleen worden toegepast op de in artikel 2 van dezelfde wet bedoelde leden van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika, die kandidaat zijn voor de voorbehouden betrekkingen bedoeld in § 1, eerste lid, en § 2, eerste lid, van artikel 6 van genoemde wet.

Wanneer leden van het beroepspersoneel van Afrika die niet in vaste dienst zijn aangenomen, kandidaat zijn voor niet voorbehouden betrekkingen, vindt artikel 6, § 3, van de wet van 27 juli 1961 toepassing.

In de overige gevallen, dit is wanneer leden van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika die in vaste dienst zijn aangenomen en nog geen vijftien jaar loopbaan tellen, kandidaat zijn voor niet voorbehouden betrekkingen, of wanneer het gaat om leden van dat personeel die meer dan vijftien jaar loopbaan tellen, dient men zich te gedragen naar de algemene regelen die inzake aanwerving voor de te begeven betrekking zijn voorgeschreven en is de maximumleeftijd die welke in die regelen is vastgesteld.

De tekst moet dus noodzakelijk nader bepalen, dat de in het ontwerp gestelde bijzondere grensleeftijd alleen geldt voor de in artikel 2 van de wet van 27 juli 1961 bedoelde leden van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika, die gerechtigd zijn op toepassing ofwel van artikel 6, § 1, eerste lid, ofwel van artikel 6, § 2, eerste lid, van dezelfde wet, en op voorwaarde dat zij kandidaat zijn voor de voorbehouden betrekkingen bedoeld in § 1, eerste lid, en § 2, eerste lid, van artikel 6 van genoemde wet.

.../...

In de hiernavolgende tekst, die artikel 2 van het ontwerp zou vormen, is met dit alles rekening gehouden:

"Artikel 2.-

Om te worden toegelaten tot de overeenkomstig § 1, eerste lid, en § 2, eerste lid, van artikel 6 van de wet van 27 juli 1961 voorbehouden betrekkingen van leerling-loods, mogen de leden van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika, bedoeld in artikel 2 van dezelfde wet, de grensleeftijd van 45 jaar niet overschreden hebben".

OPMERKINGEN OVER DE VORM.

Het opschrift leze men als volgt :

"Koninklijk besluit ter uitvoering van de wet van ... wat betreft de toelating tot de betrekking van leerlingloods ...".

AANHEF.

In het eerste lid vervange men het woord "en" door een komma.

In het tweede lid vervange men de woorden "zoals dit besluit door latere aangevuld en gewijzigd werd" door de woorden "zoals het later is gewijzigd".

.../...

Het derde lid leze men als volgt :

"Gelet op het besluit van de Regent van 14 mei 1945 dat betrekking heeft op de aanwerving van loods-personeel door het bestuur van het zeewezen;".

Gelet op de voor artikel 1 voorgestelde tekst, dient de considerans als overbodig te vervallen.

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

Madame : J.DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter,

Mevrouw: adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.G.TACQ, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G.TACQ, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J.DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.